

**Séance du mardi 20 février 2024**  
**Délibération n°2024-07-VM**

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi 20 février à dix heures, le conseil municipal de la Ville de Macouria dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire à l'annexe mairie, sous la présidence du Maire, Monsieur Gilles ADELSON.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Date de 1<sup>ère</sup> convocation du conseil : 9 février 2024

**Objet : Élaboration du Règlement Local de Publicité (RLP)**

**Étaient présents (25) :**

M. Gilles ADELSON, Maire, Mme Monique AZER, 1<sup>er</sup> Adjointe au Maire, M. Serge BACE, 2<sup>e</sup> Adjoint au Maire, Mme Yvane CHAND, 3<sup>e</sup> Adjointe au Maire, M. Jean-Yves THIVER, 4<sup>e</sup> Adjoint au Maire, Mme Sandrine PAYET, 5<sup>e</sup> Adjointe au Maire, Mme Tania GIFFARD CLIFFORD, 7<sup>e</sup> Adjointe au Maire, M. Jean-Marie CAREME, 8<sup>e</sup> Adjoint au Maire, Mme Rose DANIEL, 9<sup>e</sup> Adjointe au Maire.

Mme Marthe BOUDEAU, Mme Madly MARIGNAN, Mme Claudette FAZER TYNDAL, M. Elidore TORVIC, M. Marijono SANIP, Mme Suzanne MAZOE, Mme Darling DUFORT, M. David O'REILLY, Mme Katia BOSSOU, M. Roméo JEWANI, Mme Josiane DUPRE, M. Martin LABRUNE, M. Ismaël NEMOR, Mme Eda GEORGE, M. Guy GOBER, M. Augustin BENTH, **conseillers municipaux**

**Étaient absents mais avaient donné procuration (02) :**

Mme Corinne SIGER, Conseillère Municipale à M. Serge BACE, 2<sup>e</sup> Adjoint au Maire  
Mme Annie RENE, Conseillère Municipale à Mme Monique AZER, 1<sup>er</sup> Adjointe au Maire

**Étaient absents (06) :**

M. Claude LEMKI, 6<sup>e</sup> Adjoint au Maire, Mme Isabelle SERVIUS, M. Josué MOGE, M. Thierry LOUIS, M. Pascal NACIS, M. Emmanuel PRINCE, **Conseillers municipaux**

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T), **Monsieur Jean-Yves THIVER** a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance qu'il a acceptées.

**CONSIDERANT** que la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a modifié les dispositions du code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes,

**CONSIDERANT** que cette loi prévoit de nouvelles conditions et procédures pour l'élaboration ou la révision des règlements locaux de publicité et confère à l'EPCI compétent en matière de PLU ou, à défaut, à la commune, la compétence pour élaborer un RLP,

**CONSIDERANT** que la commune n'est pas membre d'un EPCI ayant compétence en matière de PLU,

**CONSIDERANT** que le RLP de la commune doit être établi conformément à la procédure d'élaboration des PLU,

**CONSIDERANT** que la ville de Macouria, compte tenu de son évolution tant sur le plan urbanistique, que commercial et démographique, souhaite élaborer son RLP afin de mettre en œuvre une nouvelle politique environnementale en matière de publicité extérieure,

Conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, les objectifs du règlement local de publicité de la commune de Macouria sont les suivants :

- Prise en compte de l'évolution législative et réglementaire notamment la loi portant Engagement National pour l'Environnement dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
- Lutte contre la pollution visuelle, limitation de la densité, préservation de la qualité historique, architecturale, culturelle et paysagère du territoire et des espaces naturels ;
- Réduction de la pollution lumineuse et préservation de la biodiversité nocturne
- Préservation des paysages peu voire pas impactés par la publicité extérieure : espaces hors agglomération, espaces agricoles, forestiers et naturels.
- Préservation de la qualité des centralités des agglomérations du territoire communal tout en maintenant une information de qualité dans ces secteurs.

Promotion de l'esthétique urbaine en favorisant l'implantation de dispositifs lumineux en adéquation avec l'environnement urbain

- Amélioration de la qualité des axes structurants qui concentrent de nombreuses publicités et préenseignes en particulier le long de la RN1 et de la RD5 ainsi que des zones d'activités.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**

**DECIDE A L'UNANIMITE**

**ARTICLE 1 :**

de prescrire l'élaboration de son RLP et d'approuver les objectifs ci-dessus.

## **ARTICLE 2 :**

de fixer les modalités de la concertation de la façon suivante conformément aux articles L103-3 et L103-4 du code de l'urbanisme :

- 1. Un dossier de concertation et un registre mis à disposition en mairie pendant la durée de la concertation afin de recueillir les remarques de la population sur le RLP ;**
- 2. Une information sur le site Internet de la ville mise à jour pendant la durée de la concertation avec une adresse électronique (rlp@villedemacouria.fr) mise à disposition pour faire part de remarques ;**
- 3. La parution dans un journal local d'articles de presse pour une information tout public sur le RLP**
- 4. Une réunion publique afin d'informer et de recueillir les remarques du public sur le projet de RLP ;**
- 5. Une sensibilisation des commerçants et des afficheurs sur l'élaboration du RLP par du porte à porte par une délégation d'élus et la remise de prospectus explicatifs par les ambassadeurs du lien social ;**
- 6. La possibilité pour le public d'envoyer ses observations par courrier en mairie à l'adresse suivante : Mairie de Macouria – RLP, 1 rue Benjamin CONTANCE 97355 MACOURIA.**

## **ARTICLE 3 :**

de charger M. le Maire de la conduite de la procédure.

## **ARTICLE 4 :**

d'autoriser M. le Maire ou l'adjoint chargé du RLP à prendre tous les actes nécessaires à la poursuite de l'élaboration du Règlement Local de Publicité et à signer tout contrat ou avenant pour l'élaboration du RLP, concernant cette procédure.

## **ARTICLE 5 :**

Conformément à l'article L153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux autres personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme.

## **ARTICLE 6 :**

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une publication en caractères apparents dans un journal local.

## **ARTICLE 7 :**

Le Maire ou son suppléant est chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 8 :**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Guyane dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Macouria, le 26 février 2024